

PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS
Par la Commune de Bézaudun les Alpes au profit de la C.A.S.A
Pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées »

Entre

La Commune de Bézaudun les Alpes, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Paul ARNAUD, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du,

Et ci-après dénommée : « **la Commune** »,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la mairie d'ANTIBES, Cours Masséna – 06600 ANTIBES, représentée par sa Vice-Présidente déléguée aux risques naturels, Guilaïne DEBRAS agissant au nom et pour le compte de ladite agglomération, et autorisée à signer le présent procès-verbal par une délibération du Conseil Communautaire en date du 21 décembre 2020 ;

Ci-après désignée : « **la C.A.S.A** » ;

D'autre part,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment ses articles L. 1321-1 et suivants, L. 2224-8 et L. 5211-5 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.33 en date du 1er avril 2019 relative à la prise de compétence « Assainissement des eaux usées » au 1er janvier 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2020 portant modification des statuts de la CASA ;

Vu la délibération de la Commune de Bézaudun les Alpes en date du _____ autorisant le transfert de la compétence « Assainissement des eaux usées » à la C.A.S.A. ;

Préambule

La Commune a transféré au 1^{er} janvier 2020 à la C.A.S.A. la compétences « Assainissement des eaux usées ». En application de l'article L.5211-17 du C.G.C.T renvoyant aux articles L. 1321-1 et suivants du même Code, un transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition, à titre gratuit, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de cette compétence.

Ces dispositions prévoient également que cette mise à disposition doit être constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre la commune concernée et l'EPCI.

Au vu de ces dispositions, est ainsi établi le présent procès-verbal de mise à disposition de biens, par la Commune, au profit de la C.A.S.A, pour l'exercice desdites compétences.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Situation juridique des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition restent propriété de la Commune.

Article 2 : Désignation et consistance des biens mis à disposition

La Commune met à disposition de la C.A.S.A, pour l'exercice de sa compétence « Assainissement des eaux usées », les biens immobiliers suivants :

Ouvrages publics d'assainissement :

Plan joint en Annexe.

L'ensemble des réseaux gravitaires de collecte des eaux usées (1,8 km)
Les canalisations de branchement (60 branchements)
La station d'épuration (200 Equivalents-Habitants), datant de 2017, incluant les ouvrages et équipements ci-après : Dégrilleur automatique, Décanteur Digesteur, Disques biologiques, Décanteur Lamellaire, Extracteur à boues Situation : Route de Coursegoules - Quartier Moyenne Ferrages - Parcelles OC0411/OC0412 (coordonnées : X = 1029666 et Y = 6309759)

Article 3 : Etat général des biens mis à disposition

Les biens mis à disposition présentent un état général qui n'appelle aucune observation particulière.

Article 4 : Droits et obligations

La remise du bien mis à disposition a lieu à titre gratuit.

La C.A.S.A bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, sauf le pouvoir d'aliéner les biens, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du CGCT.

Article 5 : Durée

La durée du présent procès-verbal de mise à disposition est illimitée.

Toutefois, en cas de reprise de la compétence par la commune indiquée, en cas de désaffectation totale ou partielle des biens mis à disposition, d'une réduction de compétence de l'EPCI, du retrait de la Commune de

l'EPCI ou en cas de dissolution de la C.A.S.A, la Commune propriétaire recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations sur lesdits biens.

Article 6 : Assurance

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la commune à compter du 1^{er} janvier 2020. Il appartient donc à la C.A.S.A de souscrire toutes les Polices d'Assurances nécessaires.

Article 7 : Litiges

Pour toute difficulté d'application du présent procès-verbal et en cas de litiges, la Commune et la C.A.S.A conviennent que ceux-ci feront l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord avant tout recours contentieux.

A défaut de conciliation, ces dernières conservent la faculté de soumettre leur litige à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nice.

Fait à Valbonne, le

En deux exemplaires originaux.

Le Maire de Bézaudun les Alpes,

Le Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement,

Jean-Paul ARNAUD

Joseph CESARO

PLAN DU RESEAU ET
OUVRAGES D'EAUX USEES
DE LA COMMUNE DE
BEZAUDUN-LES-ALPES

- LEGENDE :
- STATION D'EPURATION
 - RESEAU EU

